

Un projet de Caisse de l'alimentation démarre cet automne à Genève. Son objectif est de proposer une solution collective pour un accès équitable à une nourriture saine

Démocratie alimentaire à l'essai



LOUIS VILADENT

Série d'été ► Cinq ans après les images marquantes des longues files d'attente pour des colis alimentaires aux Vernets, Genève s'apprête à expérimenter une solution inédite pour garantir le droit à l'alimentation. La Caisse genevoise de l'alimentation (Calim) lancera cet automne un projet pilote dans le quartier des Pâquis et sur la commune de Meyrin réunissant – les porteur·ses du projet l'espèrent – quelques centaines de personnes autour d'un nouveau modèle de solidarité alimentaire. «Avec plusieurs associations, nous avons beaucoup poussé pour un changement structurel de notre système alimentaire après le Covid», explique Léa Winter, cocoordinatrice du projet et coprésidente de FIAN Suisse, une ONG de défense du droit à l'alimentation. Cette mobilisation a contribué à l'inscription de ce même droit dans la Constitution genevoise, approuvée par le peuple à près de 68% des voix en juin 2023. Mais alors que la loi d'application est encore en discussion, les initiateur·rices de la Calim ont choisi de ne plus attendre: «Nous avons décidé de lancer ce projet pilote pour inspirer la future politique publique de l'alimentation annoncée par le canton.»

Un modèle éprouvé
L'idée s'inspire d'expériences françaises, notamment à Montpellier, où une «caisse alimentaire commune» permet déjà à des citoyen·nes de mutualiser leurs moyens pour accéder à une alimentation saine, locale et équitable. «Nous nous



Le projet permettra à des citoyen·nes de mutualiser leurs moyens pour accéder à une alimentation saine, locale et équitable. KEYSTONE

sommes rendus sur place pour échanger avec les initiateurs et initiatrices du projet et nous nous sommes immédiatement dit qu'il fallait tester cela ici», résume Léa Winter. C'est donc depuis mars 2024 qu'une quarantaine de personnes volontaires, réparties en deux comités citoyens aux Pâquis et à Meyrin, se réunissent régulièrement pour coconstruire le projet. Jusqu'à présent, ils et elles se sont triturer les méninges sur les modalités du dispositif. Et la réflexion a abouti, il y a quelques semaines, à du

«Nous avons décidé de lancer ce projet pilote pour inspirer la future politique publique de l'alimentation annoncée par le canton»

Léa Winter

concret. Par exemple, il a été décidé que les participant·es au projet pilote cotiseront entre 20 et 200 francs par mois, selon une autoévaluation de leur situation, via des affirmations du type «J'achète souvent ce qui est le moins cher. Mon budget alimentaire est en concurrence constante avec d'autres budgets vitaux (logement, santé)». Chacun·e recevra ensuite un crédit mensuel en «radis», la monnaie virtuelle créée spécifiquement pour le projet, pour un équivalent de 150 francs par adulte et de 75 francs par

enfant. Ce crédit pourra être utilisé via une application mobile dans une sélection de commerces et de producteur·rices partenaires dont l'activité correspond aux critères définis par les comités.

Peu de soutien du canton
La compensation des cotisations inférieures à 150 francs représente une part importante du budget. Si la commune de Meyrin a prévu une aide de 100 000 francs et la Ville de Genève 70 000, «nous avons reçu très peu de soutien

du canton à ce stade», regrette Léa Winter. Des fondations privées complètent le financement initial. A terme, les porteur·ses du projet espèrent un engagement plus fort des collectivités publiques: «L'idéal serait que les communes et le canton garantissent un financement pérenne, justifié par leurs obligations liées à la réalisation du droit à l'alimentation.»

Pour cette phase pilote qui débutera cet automne, l'objectif est d'atteindre 400 membres. Si l'impact escompté à ce stade reste modeste, l'ambition est claire: «Si nous sommes 2000, ça change la donne – on pourra avoir un réel impact sur la transformation de notre système alimentaire», souligne Léa Winter. Qui ajoute que, depuis 2024, la conception du projet aura de toute façon été l'occasion de mener une réflexion sur les modes de production, la nutrition, les labels. «Il y a eu une belle appropriation des enjeux, même si le public reste pour l'instant assez homogène, composé de personnes déjà conscientisées», observe la cocoordinatrice, tout en conservant l'espoir que la caisse permettra la participation de personnes plus précarisées «qui reprendraient ainsi du pouvoir d'agir sur leur alimentation».

Deux soirées d'information auront lieu cette semaine. La première, mercredi soir à 18h30 à l'espace quartier des Pâquis, et la seconde à la même heure jeudi soir, à l'auberge des Vergers de Meyrin. I

Calim-ge.ch

DE LA FOURCHE À LA FOURCHETTE (I)

Du champ à l'assiette, notre manière de nous nourrir soulève des questions économiques, sociales et environnementales. Cet été, *Le Courrier* s'intéresse aux enjeux de l'alimentation dans le canton de Genève. Maraîchage, solidarité, innovation ou circuits courts: découvrez celles et ceux qui façonnent notre paysage agricole et alimentaire.

JET D'EAU

LE RETOUR DES BAINS

les Bains du Jet d'eau sont de retour. Cette structure éphémère installée pour la première fois l'été dernier sur le quai Gustave-Ador avait très rapidement fait l'unanimité auprès des utilisateurs charmés par ce cadre urbain pour faire trempette. **ATS**

FESTIVAL

LA BEAUTÉ DES MATHS

La 2^e édition du Festival math'émervaille a lieu samedi 5 et dimanche 6 juillet au Musée des sciences et dans le parc de la Perle du lac qui l'entoure. Au programme, des activités ludiques pour découvrir la magie des maths. **ATS**
unige.ch/math//
Mathemerveille2025

La formation à la place de l'information?

Radio romande ► Les Hautes Ecoles genevoises pourraient occuper un bâtiment de la RTS. La vente serait à bout touchant

Le déménagement prévu d'une partie des activités genevoises de la Radio télévision suisse (RTS) de Genève à Ecublens – proche de Lausanne – cette année déjà va libérer de l'espace dans les bâtiments proches de l'Arve. Aujourd'hui, Conseil d'Etat et RTS communiqueront conjointement sur la question du droit de superficie dont bénéficie cette dernière jusqu'en 2070. Mais l'université et les HES n'ont pas attendu cette présentation pour se positionner.

Selon les informations du *Courrier*, le bâtiment dit la Galette, sis à la rue des Bains, serait sur le point d'être vendu par la RTS aux Hautes Ecoles genevoises (HES-GE). Une information que les principaux protagonistes se refusent à confirmer. L'intérêt de la HES-GE n'est pas nouveau. Dans un article

de 2022, la *Tribune de Genève* révélait que l'immeuble était dans le viseur de la Haute Ecole de musique (HEM). Après l'échec dans les urnes de la Cité de la musique, il s'agirait pour la HEM de regrouper toutes ses activités sur un même site qui compte plus de 3000 m² de surface. Toujours d'après le quotidien, le principe de la vente avait été validé par le conseil d'administration de la RTS. La suite des événements dépendait alors d'une étude de faisabilité.

Quelles ont été les conclusions de cette étude? Le projet se fera-t-il? A quelle échéance? A ces questions, les protagonistes n'ont pas souhaité répondre. Du côté des HES, on confirme rechercher «une solution pour que la HEM puisse développer ses activités dans des locaux adaptés à la pratique musicale, si possible tous situés dans un même lieu», sans pour autant les détailler. Même refus poli de la part de la RTS de communiquer «davantage d'informations». Interpellé, le Département du territoire in-

dique que les discussions sont «dans une phase de développement».

En parallèle, l'université ambitionne de racheter le bâtiment RTS sis au coin du boulevard Carl-Vogt et de la rue des Bains. Un projet de loi est pendant devant le Grand Conseil pour un crédit d'investissement de 41 millions de francs pour l'achat et l'aménagement de ces locaux qui sont destinés à accueillir «le pôle de médiation scientifique Scienscope ainsi que des activités académiques et administratives». L'université réfute par contre toute volonté d'achat de locaux dans la tour RTS.

Pour rappel, la RTS bénéficie d'un droit de superficie gratuit afin de mener à bien ses activités. Par le passé, l'entreprise a loué des locaux à des sociétés privées, ce qui a provoqué la colère du Conseil d'Etat, selon des «appréciations divergentes» des obligations entre la RTS et le gouvernement.

MARIA PINEIRO

Découverte genevoise

Cancer ► Une équipe de l'université de Genève (Unige) mène des travaux prometteurs sur le traitement du cancer par immunothérapie. Elle a annoncé hier avoir découvert «le potentiel antitumoral encore insoupçonné» d'un lymphocyte appelé T CD4.

Le lymphocyte est capable de cibler les cellules malades des cancers de la peau (mélanome), du poumon, de l'ovaire, du sarcome et du cerveau, tout en épargnant les cellules saines. Les cellules T CD4 modifiées peuvent s'attaquer directement aux tumeurs en plus de leur rôle d'auxiliaire.

Les travaux sur le lymphocyte T CD4 font l'objet d'un article dans la revue spécialisée *Science Advances*. **ATS**